

La présente note vise à "faire le point" sur les objectifs du Forum depuis sa création, les résultats obtenus, les prochaines étapes.

'Une nouvelle étape'

Est-ce 'l'hiver de la démocratie' (Guy Hermet) qui se profile dans une Europe Onusienne? Il faut être conscient que la démocratie représentative et participative ne fait pas de progrès en Europe mais se 'façadise' un peu plus tandis que la 'souveraineté du peuple' est plus que jamais de l'ordre du 'rêve européen'.

"Après avoir fait l'Europe nous devons maintenant faire des Européens" (Geremek). Et cela au moment même où les questions de 'citoyenneté européenne', 'démocratie sociale', et 'démocratie participative' sont en train de passer au 'second plan'. La mission du Forum est de les 'ramener au premier plan' par de nouvelles voies.

La civilisation est en difficulté, Il faudra imaginer d'autres méthodes que celles que l'on nous a proposées jusqu'ici si l'on veut accélérer le changement vers une économie nouvelle et une société du bien-être pour tous. Le rôle de la Charte des Droits Fondamentaux Fondamentaux comme socle doit être souligné. D'autre part, un *pacte sociétal* focalisé sur "changement climatique et énergie" sera nécessaire.

De nouveaux risques de conflits sont confirmés en relation avec le changement climatique et l'accès aux ressources naturelles et énergétiques. Pour le *Soft Power* qu'est l'UE, une proposition d'*Alliance des 3 Mers* inspirée de la CECA mais surtout portée conjointement par l'UE et la Russie serait la meilleure formule pour préserver la paix. Elle complète des initiatives telles la 'Communauté de l'Energie' et 'l'Union pour la Méditerranée'.

1. Une Europe Onusienne

L'Union Européenne est en constant changement. L'UE évolue au fur et à mesure de ses élargissements successifs vers une dimension pan-européenne. Cette évolution entraîne des changements majeurs. Les pays qui rejoignent l'UE ne le font pas pour se 'fondre' dans un ensemble mais pour y trouver le 'levier' d'appui pour la consolidation de leur jeune souveraineté retrouvée, rejoignant ainsi les Etats-Membres qualifiés d'euro-sceptiques dans leur vision de ce que doit être l'UE.

Ce processus d'élargissement fait de plus en plus de l'UE une organisation 'régionale' (l'ALENA, le Mercosur, l'ASEAN, l'Union Africaine sont d'autres 'organisations régionales' qui ont leurs propres mécanismes) avec des instruments 'onusiens' (force de peace keeping and peace making) auxquels s'ajoutent – et c'est la spécificité de l'UE – des instruments institutionnels (Loi, Parlement, Cour de Justice) économiques (Euro, Marché Unique) et un socle de droits fondamentaux (La Charte). Mais plus on s'étend, plus les différences de

pratiques politiques pèseront et plus on fermera les yeux quant aux conditions ‘réelles’ de mise en oeuvre des droits fondamentaux et de démocratie.

Nous demandions un référendum pan européen pour ‘réconcilier’ l’Europe et les peuples. Ils ont choisi, pour ‘stabiliser’ l’Europe Onusienne, d’évacuer les peuples (même en Scandinavie). Nous proposons un saut qualitatif. Ils ont choisi le bond en arrière.

Dans le contexte d’une Europe Onusienne, comment l’UE peut-elle rester une “*sphère publique d’inventivité démocratique*” (Habermas) ? L’élection du Président du Conseil et de la Commission doivent être l’occasion de réouvrir le débat, notamment sur le référendum pan-européen, en même temps que le Forum doit apporter son soutien aux initiatives qui sont des jalons vers une élection, un jour, du Président de la Commission par les citoyens.

2. Réconcilier l’Europe et les Peuples : une démocratie représentative et participative vivante.

Les ‘instruments’ d’une démocratie européenne représentative, participative et paritaire et de la citoyenneté européenne ne peuvent être réduits aux seuls instruments repris dans le Traité de Lisbonne qui en constitue la base “légale”. Celle-ci n’est pas du tout à la mesure des enjeux et des propositions de la Charte des Citoyens Européens proposée initialement par le Forum. L’échec des Fédéralistes et du Forum pour un référendum pan-européen pour l’adoption du Traité de Lisbonne, l’échec de la tentative du Forum de faire évoluer le CESE et son groupe de liaison, l’échec de la discussion du Forum avec les ONG et la Commission sur la politique de communication et d’empowerment de celle-ci (Bergame) et les fortes limites des initiatives similaires du Mouvement Européen et de la Fondation Roi Baudouin ou d’ECAS tout comme les limites évidentes de l’Agora avec le Parlement Européen, sont autant de signaux que nous ne disposons toujours pas des instruments adéquats pour une démocratie représentative et participative en mesure de toucher tout le territoire européen .

Pour la période 2010-2014, le Forum doit faire des propositions - face à une ‘*démocratie représentative essoufflée*’ - pour une loi-cadre communautaire sur la démocratie représentative et participative en Europe.

3. La civilisation en difficulté .

Every few hundred years in Western history there occurs a sharp transformation. Within a few short decades, society rearranges itself : its worldview (paradigm), its basic values, its social and political structures, its arts, its key institutions. Fifty years later there is a new world”. Peter Drucker “Post Capitalist Society” 1993.

Le rôle du citoyen membre de l’UE doit se penser aussi dans le cadre de la globalisation et à la lumière du développement durable. Il s’agit à la fois d’identifier les leviers de changement qu’apporte la globalisation (internet, chaîne de valeurs) et les nouveaux enjeux (rareté, sécurité, migration) liés aux problèmes en termes d’énergie, de climat et de rareté des ressources (eau, agriculture, minéraux) qui vont ‘cadrer’ le devenir socio-économique de l’Europe. Les années à venir seront marquées en effet par des nouvelles ‘contraintes’ (le changement climatique et ses impacts, la montée du prix de l’énergie, l’augmentation du prix de l’alimentation,) qui engendront de nouvelles ‘instabilités’ (voir le rapport Solana au Conseil Européen de Mars 2008).

3.1. L'Europe Sociale

Tous les 'modèles' en vigueur en Europe de l'Ouest à l'Est, des pays Scandinaves aux pays ex-Soviétiques, de l'Etat-Providence au modèle anglo-saxon évolueront dans le cadre d'une Europe Onusienne et d'une nouvelle donne sur le plan ressources naturelles et énergétiques - avec son impact sur les coûts (énergie, alimentation, logement, mobilité). Le défi est de construire une nouvelle économie pour plus de bien-être, ce qui supposera de multiples modifications aux systèmes de fixation des prix, de taxation et d'incitants fiscaux. Le Traité de Lisbonne ne sera ici d'aucun secours pour aller vite assez. Seule une co-opération renforcée entre pays désireux d'aller de l'avant sur ces questions à des chances d'aboutir mais les oppositions seront féroces.

La charte des droits fondamentaux doit être le socle (mais la charte des droits fondamentaux ne risque-t-elle pas d'être considérée comme étant le monopole des défenseurs de minorités ?) de l'Europe du Bien-Etre pour tous, nouvel objectif d'une Europe "sociale" dans un cadre en profonde transformation. Le Forum devrait engager une évaluation du processus de mise en oeuvre de la charte et faire des propositions pour contribuer à la mise en oeuvre de la Charte dans le cadre du programme de la Commission 2010-2014 et leur impact sur le Budget Européen.

3.2. Le Pacte Sociétal.

Dans le contexte de la mondialisation, l'UE et les pouvoirs publics sont des acteurs 'indispensables' mais pas 'suffisants'. La 'société civile' comme les entreprises sont aussi 'indispensables' comme acteurs qui, à côté de l'UE, assureront la place de l'Europe.

Les processus actuels de prise de décision de l'U.E. comme 'soft power' ne sont pas adaptés pour faire face ni au besoin de transformer vite l'économie (comme les USA au début de la seconde guerre mondiale) ni pour faire face à des risques de conflits, par exemple avec la Russie. Comme le dit Jeremy Rifkin, l'UE a peut-être le bon discours sur le développement durable, mais le reste ne suit pas assez vite. Il faut un pacte sociétal entre les Institutions de l'Union, les entreprises et la société civile (en ce y compris les syndicats). Les Institutions et les Entreprises doivent se voir "contraintes" au pacte sociétal. Ni Business Europe ni la Commission actuelle ne seront en sa faveur.

Si la société civile européenne veut peser sur la mondialisation elle doit démontrer qu'elle sait utiliser avec pertinence ses 'trois pouvoirs ou trois droits de vote'. Après le "droit d'élire son député", le 'second droit de vote' est son pouvoir d'achat et d'investissement, et son 'troisième droit de vote' est celui de faire et défaire les réputations et la confiance. La société civile doit activer ses "trois droits de vote" pour obtenir et suivre la mise en oeuvre de droits programmatiques en matière de santé, éducation, logement, mobilité et les droits repris dans la charte des droits fondamentaux. Si la société civile, dans le contexte de la mondialisation se limite à son 'premier droit de vote' (élire des parlementaires) elle joue perdante. en ce y compris en termes de perte de substance de notre modèle de bien-être. Elle doit mieux affirmer son 'pouvoir' en articulant une stratégie basée sur plusieurs leviers du changement. Les entreprises connaissent bien ces 'trois pouvoirs' de la société civile. Ils craignent les mouvements de consommateurs ou investisseurs, ils ont peur des ONG comme faiseur et défaisseur de confiance. A la société civile d'être plus efficace. Et un chantier test pourrait être un pacte sociétal comme levier de l'accélération du passage à une économie à faible intensité

de carbone pour répondre aux urgences que la fonte des glaciers à une vitesse accélérée et non prévue symbolise.

3.3. Les Cercles Olympiques.

La seule chance de l'UE, comme 'soft power' – alors que le cancer du Moyen-Orient menace la paix de toute la région et que les risques de conflit avec la Russie repartent à la hausse. - c'est de s'inspirer de la Communauté du Charbon et de l'Acier

L'Union Européenne a lancé ces derniers temps deux initiatives qui portent en filigrane sur des 'cercles olympiques', d'une part 'la Communauté de l'Energie' et d'autre part l'Union pour la Méditerranée. La Communauté de l'Energie a été lancée par l'UE et reprend les Etats Membres et des Etats non membres (Baltes essentiellement car c'est par là que passe les pipe lines de gaz en projet) et est ouverte à d'autres Etats comme la Russie et la Turquie. Mr JOZIAS van AARTSEN (NL) - EU Co-ordinator of the European Union Gas Route soulignait récemment que le processus partait du concept des anneaux, la Communauté Energie devait s'étendre aux Etats de la Mer Caspienne et au Moyen-Orient, la Communauté Energie devait servir de base pour étendre la paix et la prospérité, le modèle pourrait servir à d'autres thèmes que l'énergie et qu'enfin il y a besoin de travailler sur la 'bonne gouvernance'. L'Union pour la Méditerranée sera une 'communauté de projets' pour relancer le processus de Barcelone (une fois de plus).

Ces deux initiatives comme la proposition d'Alliance des 3 Mers reconnaissent que les enjeux énergétiques comme dans le domaine de l'eau, sont devenus vitaux pour l'Europe. La proposition d'alliance et l'initiative pour une Communauté de l'Energie vont dans le même sens : ouverture sur la Russie et le Moyen-Orient dans le cadre d'une 'Communauté' qui englobe mais est distincte de l'UE. Qu'apporterait de plus cependant le projet 'd'Alliance des 3 Mers' et ses 4 corbeilles ?

- Reconnaître que nous avons besoin d'une stratégie pour les 3 Mers qui soit identique
- Il faut que ce soit une initiative conjointe de l'Empire Russe et de l'Empire Européen et pas une formule qu'on lance sans eux comme la Communauté de l'Energie
- Il faut élargir le champ du 'deal' au marché intérieur (deuxième corbeille) et à la jeunesse (quatrième corbeille) pour maîtriser les phénomènes migratoires
- Il faut faire le lien avec la 'sécurité humaine' et son agenda tel que défini par les Nations Unies (troisième corbeille)
- Il faut une Cour de Justice
- Il faut une 'Capitale' qui ne soit pas 'Bruxelles'
- Il faut ouvrir un nouveau champ de dialogue avec l'Iran
- Il faut un statut spécial d'observateurs pour les USA, le Japon et la Chine
- Cela serait un 'accord régional' partie intégrante d'un *global deal for climate change*.

Le second Agora sur le changement climatique devrait permettre au Forum de poser clairement ces enjeux (3.1,3.2, 3.3) .